

## Un grand rendez-vous démocratique

**Nicole de Sève**

Conseillère CSQ

Plus de 500 personnes se sont rassemblées au Palais des congrès de Montréal, les 6 et 7 octobre dernier, afin de proposer des solutions de rechange à la vision catastrophe proposée par le gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest. Préparé par le Réseau de vigilance, ce Forum populaire alternatif pour un Québec solidaire était ouvert aux membres des organismes de la société civile, qui avaient été exclus des discussions gouvernementales lors du Forum des générations.



ALAIN CHAGNON

### Un programme alternatif

Le programme était ambitieux : il s'agissait de penser l'économie autrement, de préserver les services et les biens publics porteurs de solidarité sociale et de concevoir l'aménagement du territoire pour un développement solidaire.

Les solutions de rechange identifiées s'appuient sur une prémisse : les droits sont universels et indissociables. En conséquence, les politiques publiques doivent respecter l'accessibilité, la gratuité et la participation des citoyennes et des citoyens à leur élaboration. Citoyenneté, démocratie, un État garant du « vivre ensemble » et de « l'agir en commun », telles sont les valeurs qui doivent servir d'assises à la construction de la société québécoise. Et celles-ci doivent se traduire dans des politiques concrètes.

### Penser l'économie autrement

Le gouvernement actuel perçoit le bien commun comme la somme des intérêts privés. Il privilégie l'individualisme, le désengagement de l'État et réduit les citoyennes et les citoyens au rôle de consommateurs des services gouvernementaux. Cette vision a été rejetée.

Les participantes et les participants ont réitéré le rôle régulateur de l'État dans l'économie et plaidé pour un véritable partage de la richesse collective, notamment par la lutte à la pauvreté et l'annulation des baisses d'impôt prévues.

Leur vision du développement est fondée sur une économie plurielle, verte, qui repose sur l'action combinée du marché, de la société civile, des collectivités locales et régionales et de l'État.

### Favoriser la solidarité sociale

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Charest n'a eu de cesse de dénigrer les services publics auxquels il associe gaspillage et inefficacité. Il répète constamment que le secteur privé peut faire mieux et à moindre coût. Dans sa ligne de mire, le réseau collégial, le réseau de la santé et des services sociaux, Télé-Québec, l'environnement, les transports en commun.

Résultat : la solidarité sociale est en danger. Privatiser, tarifier, privilégier les partenariats public-privé, c'est mettre en péril l'universalité, l'accessibilité, la gratuité pour toutes et tous dans la société québécoise. C'est ouvrir la porte aux privilèges, à la désyndicalisation, à l'arbitraire.

Personne n'était dupe au Forum populaire alternatif. Il y a des problèmes dans la prestation des services, mais ceux-ci ne justifient pas de faire basculer le Québec dans une stratégie néolibérale qui effrite la cohésion sociale et brise la solidarité essentielle à la promotion du bien commun.



ALAIN CHAGNON

### Aménager solidairement le territoire

Les régions du Québec vivent, encore une fois, le chambardement de leurs structures de planification et de développement. La création des conférences régionales des élus a entraîné un déficit démocratique dans les instances de gouvernance et consacré le retour des élites politiques et économiques locales.

Devant l'exode des jeunes des régions, au développement inégal et à la *Wal-Martisation* de l'économie, il est urgent de développer une vision du développement économique solidaire, au-delà des échéances électorales.

À ce chapitre, les propositions sont nombreuses. Au premier chef, restaurer la démocratie participative et délibérative et rétablir l'équilibre entre les différents acteurs, en tenant compte des inégalités (petites et grandes municipalités, jeunes et personnes âgées, femmes et hommes, etc.).

Au sortir de ce rendez-vous, l'espoir était palpable. Celui qui donne la force de ne pas baisser les bras, de tisser les réseaux nécessaires afin de renverser ce courant néolibéral qui lamine tout sur son passage. Celui qui donne l'énergie de l'action terrain dans tous les milieux et fonde une solidarité effective.

**Prochain rendez-vous : manifestation du Réseau de vigilance et de la coalition « J'ai jamais voté pour ça », devant le Palais des congrès de Montréal, le samedi 20 novembre, de 11 h 30 à 14 h, lors du congrès du Parti libéral du Québec.**